



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 9 avril 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 19
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 29 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le neuf avril à quatorze heures, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint Just Luzac), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Absents excusés ayant donné un pouvoir :

Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus) : pouvoir à M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre)

Absents excusés :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint Just Luzac)

Absents :

M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance :

M. François SERVENT

Cession des parcelles AY 91 à la SCI SACHAME et AY 146 à la SCI FRAGO dans le cadre de l'opération de requalification Les Grossines / Fief de Feusse

*Actions de
développement
économique*

Monsieur Joël PAPINEAU, Vice-président en charge du développement économique expose :

Ce projet se situe dans le périmètre de l'opération de requalification urbaine Les Grossines / Fief de Feusse à Marennes, menée avec l'appui de l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine.

Le projet immobilier porté par la SCI SACHAME concerne l'implantation d'un projet de restauration rapide sous franchise BURGER KING.

Le projet immobilier porté par la SCI FRAGO concerne le déplacement de la station-service INTERMARCHE et de la station de lavage.

Dans ce cadre, il s'agit de finaliser les opérations de reventes foncières aux opérateurs immobiliers, afin qu'ils puissent réaliser les tronçons de voirie nécessaires aux dessertes des deux projets.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu l'avis favorable de la commission développement économique du 13 mars 2024 ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-président, et en avoir délibéré,

DECIDE

- D'autoriser le Président à procéder à la cession de la parcelle AY 91 d'une contenance de 1 367 m², au bénéfice de la SCI SACHAME au prix de 45 euros hors taxes le m² ;
- D'autoriser le Président à procéder à la cession de la parcelle AY 146 (AY 90 P) d'une contenance de 1 784 m², au bénéfice de la SCI SACHAME au prix de 75 euros hors taxes le m² ;
- D'autoriser le Président à procéder à toutes les démarches nécessaires auprès de l'étude notariale mandatée pour signer ces deux cessions.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.